

MANIFESTE

pour des États généraux du Québec des Régions

Faire parler ce pays d'un bout à l'autre et redonner le pouvoir à son peuple

Déficit démocratique

Une des conséquences les plus sournoises et dévastatrices de la mondialisation est sans aucun doute le déficit démocratique qu'elle engendre.

Au Québec comme partout ailleurs dans le monde, nous sommes de plus en plus réduits à un statut de consommateurs des produits des multinationales et de clients des services de l'État. Notre statut de citoyen responsable est en voie de disparition. La démocratie est réduite à la liberté individuelle de produire et de consommer. Par la magie des grands médias et de la publicité qui leur servent de courroie de transmission, le club des multinationales et l'appareil de l'État s'occupent de nous : nous n'avons qu'à consommer, payer et travailler.

Au Québec, le rôle de levier pour l'émancipation nationale assumé par l'État durant la Révolution tranquille a favorisé la centralisation des décisions. Au surplus, le parlementarisme partisan et monarchique hérité des Britanniques réduit considérablement le pouvoir des élus du peuple et traite les instances locales et régionales comme des créatures de l'État plutôt que de reconnaître la souveraineté du peuple comme fondement de la démocratie.

Le déficit démocratique qui résulte chez nous d'une telle situation a pour effet une désaffection croissante de la population envers la politique et nos institutions démocratiques. Comme le constatait déjà Claude Béland en 2003, au terme des États

généraux sur la réforme des institutions démocratiques, « *le cœur citoyen est inquiet. Un profond sentiment de désabusement à l'égard de la politique traverse le Québec. La frustration du citoyen est palpable devant son impuissance à influencer, comme il le voudrait, sur les décisions qui ont un impact sur sa vie et sur celle de ses pairs* ». Cette frustration est tangible parmi les jeunes et chez les élus municipaux, aussi bien dans les grandes villes que dans les régions et les villages périphériques lourdement affectées par le pillage de leurs ressources et la centralisation des services publics.

Le pouvoir du citoyen, fondement de la démocratie, se serait-il volatilisé, sans qu'on s'en rende compte?

Réviser la répartition des pouvoirs dans notre collectivité

«Il est urgent de réviser la répartition des pouvoirs dans notre collectivité», écrivait déjà René Lévesque en 1977, dans le plan de démocratisation de nos institutions qu'il proposait et qui a été honteusement écarté par son gouvernement, *«pour rapprocher des citoyens les pouvoirs de décision et revaloriser les autorités les plus près d'eux pour assurer l'ensemble des services qui affectent la vie de tous les jours»*

Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis ont fait la sourde oreille à cet appel. Depuis trente ans, plutôt que de procéder à cette répartition territoriale des pouvoirs concentrés dans l'État québécois, ils se sont contentés de créer des structures régionales administratives, non-élues, limitées à un rôle de concertation et de consultation, pour ajuster et appliquer les services publics ou les programmes de développement régional et local improvisés par des fonctionnaires au fil des crises et des protestations. Ils refusent toujours également d'adopter un mode de scrutin proportionnel qui donnerait aux régions et aux différents groupes d'opinion une véritable représentation politique.

Les communautés locales, les territoires et les régions n'ont toujours pas l'existence politique et les gouvernements élus et autonomes qui leur permettrait de prendre en charge leur milieu et leur développement. Les régions centrales tout comme les régions périphériques assistent impuissantes à l'effet dévastateur dans leur milieu de décisions

prises en haut lieu, le plus souvent sous les pressions des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Il ne fait aucun doute que des communautés locales et régionales responsabilisées auraient davantage à cœur le bien de leurs citoyens et la qualité de leur environnement, comme le démontre l'expérience de pays comme les États-Unis, la France, l'Espagne, l'Italie, où chaque région et commune a son gouvernement élu.

Des États généraux citoyens pour définir notre démocratie territoriale

Devant l'inertie de nos élus face à la réforme de nos institutions démocratiques et aux revendications des régions, la Coalition pour un Québec des Régions s'est donnée comme objectif de regrouper les 17 régions actuelles du Québec autour d'un projet de démocratie territoriale. La Coalition exige la mise en place de gouvernements territoriaux afin de dénouer l'impasse des économies régionales aussi bien en régions centrales que périphériques. Dans la foulée de la constitution élaborée par les États généraux sur la réforme de nos institutions démocratiques de 2003, elle appelle les citoyens de toutes les régions du Québec à s'engager dans une deuxième Révolution tranquille : la restauration du pouvoir des citoyens et de leurs élus dans notre façon de nous gouverner.

Nous croyons que la solution au blocage de notre société et à l'excroissance de l'État n'est pas dans la privatisation tous azimut et la confiance aveugle dans la main invisible d'un marché contrôlé par des intérêts privés, mais bien dans la décentralisation des pouvoirs. Décentraliser le Québec, c'est le reconnecter avec son territoire, mettre l'État au service du pays, responsabiliser les communautés face à leur développement et leur environnement, leur redonner la fierté de leur identité et le contrôle de leurs ressources, leur donner les moyens de se gouverner elles-mêmes selon leurs besoins propres, tout en restant solidaires avec les autres régions, les différents niveaux de gouvernements et les nations autochtones qui cohabitent sur leur territoire. C'est redonner au Québec la richesse de ses régions, libérer les Québécois.

Nous proposons donc la tenue d'États généraux du Québec des régions, soit une assemblée constituante de citoyens des 17 régions du Québec, pour définir la constitution

d'un Québec des Régions, c'est-à-dire les territoires et les instances démocratiques territoriales appropriées pour permettre à toutes les régions du Québec de se développer, de contribuer au développement du Québec et de partager les défis de la planète.

Nous invitons chaque région à se mobiliser, spécialement la jeune génération, les organisations citoyennes et les entreprises régionales, pour définir leurs attentes et désigner leur délégation de citoyens à ces États généraux . Nous invitons également les organisations nationales concernées à appuyer et collaborer à ce projet de société.

Le Québec de demain

De tels États généraux devraient pouvoir susciter un grand espoir autour d'un projet de décentralisation démocratique de la société québécoise et forcer nos représentants politiques à le mettre en œuvre. Ils devraient donner le coup d'envoi à un mouvement politique et culturel qui définira le Québec de demain et sa contribution dans le monde.

Ont signé, les membres de la Coalition pour un Québec des Régions :

Président de la Coalition et président d'honneur des États généraux : Claude Béland
Abitibi-Témiscamingue : Patrice LeBlanc, Jean-Claude Beauchemin, Jules Arseneault; **Bas-Saint-Laurent** : Michel Lemay, Roméo Bouchard, Richard Gauthier, Jean-Guy Charest (préfet élu), Alain Dion, Gaétan Ruest (maire), Jules-André Loiselle, Liette Perreault; **Centre-du-Québec** : Céline Labrecque, Donald Martel, Gilles Dion, Martine Fordin, Laurent Juneau; **Côte-Nord** : Styves Griffith, Paul Lavoie; **Estrie** : Richard Gendron, Me Guillaume Rousseau, Maurice Bernier (préfet élu), Robin P.Lemieux; **Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine** : Sonia Gagnon, Alain Arbour, Bob Eichenberger, Majella Émond (préfet élu), Raymond Gauthier, Micheline Pelletier (maire), Réal Roy-Huard; **Lanaudière** : Hélène Pedneault; **Laurentides** : Danielle Bellange, Caroline Collin, Michèle L. Dery, Guy Rainville; **Mauricie** : Pierre Ferron, Gérard Bellavance; **Montérégie** : Roland Duchesne, Stéphane Lessard; **Montréal-Laval** : Paul Cliche, Claude Béland, Paul-André Martineau, Me André Binette, Me Richard Beaulé, Gil Courtemanche, Patrick Daoust, Pierre Dubuc, Isabelle Lamarche, Julie Lebnan, Sébastien Lemire, Luc Martin, Scott McKay, Jean-Philippe Meloche, Serge Mongeau, Sophie Beaupré; **Outaouais** : Brian Gibb, Maxime P. Jobin, François Marchand; **Québec** : André Larocque, Pierre Racicot, Jeanine Beaudoin, Yvon Leclerc, Jacques Legros, Alain Bouchard, François Demers, Berthier Dolbec, Réjean Dumais, Michèle Gastonguay, Renaud Lapierre, Robert Laroche, Lionel Robert, Maxime Routhier, Jocelyn Tremblay, Paul Y.Villeneuve; **Saguenay-Lac-Saint-Jean** : Denis Trottier (député), Pierre Dostie, Marc-Urbain Proulx, Éric Dubois, Guylaine Proulx, Marc Jomphe, Denis Mailly.